

Elections législatives en Estonie : un scrutin plus incertain que prévu

Corinne Deloy

Analyse

Résumé :

979 910 Estoniens sont convoqués aux urnes le 1er mars prochain pour renouveler les 101 membres du *Riigikogu*, chambre unique du Parlement. Ces élections législatives interviennent un an (4 mars 2014) après la démission du Premier ministre Andrus Ansip (Parti de la réforme, ER) qui a dirigé l'Estonie durant 9 ans (2005-2014). A la suite du retrait du chef du gouvernement, une nouvelle coalition gouvernementale a vu le jour. Formée par le Parti de la réforme et le Parti social-démocrate (SDE) de Sven Mikser, elle est dirigée par Taavi Roivas.

876 personnes issues de 10 partis, soit +67 par rapport aux dernières élections législatives du 6 mars 2011, et 13 indépendants (- 19) sont candidats pour ce scrutin. Seuls 6 partis présentent une liste de 125 noms : le Parti de la réforme, le Parti du centre (K), le Parti social-démocrate, l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL), le Parti populaire conservateur (EKRE) et le Parti libre d'Estonie.

76 488 Estoniens résidant à l'étranger sont autorisés à voter à ces élections, soit +26 838 qu'il y a 4 ans. Le vote par anticipation se déroulera entre les 19 et 25 février prochains.

Les questions de défense dans un contexte de guerre en Ukraine, le niveau de vie et par conséquent celui des salaires constituent les principaux thèmes de la campagne électorale.

La guerre en Ukraine, les manœuvres militaires russes et les déclarations belliqueuses du président russe Vladimir Poutine ont ravivé les craintes des Estoniens quant aux intentions de Moscou dans les Etats baltes. « *Nous devons nous assurer que la dissuasion est suffisamment forte pour qu'il devienne impensable pour la Russie d'aller au-delà de l'Ukraine* » a déclaré le Premier ministre Taavi Roivas. Selon une enquête réalisée par l'institut d'opinion Saar Poll, seuls 5% des Estoniens redoutent qu'une guerre éclate entre leur pays et la Russie, 21% l'estiment possible. 6 Estoniens sur 10 (61%) et la quasi totalité des russophones (92%) ne croient pas à un conflit ouvert entre Tallinn et Moscou.

Le 5 septembre, soit deux jours après la visite de Barack Obama à Tallinn, la sécurité intérieure russe a arrêté Eston Kohver. Membre du service de sécurité intérieure estonienne et responsable de la surveillance de groupes criminels soupçonnés de contrebande à la frontière russo-estonienne, l'homme, désormais emprisonné à Moscou et accusé d'espionnage, risque 20 ans de prison.

La campagne électorale s'est ouverte le 21 janvier dernier.

**APRÈS NEUF ANNÉES AU POUVOIR, LE
PARTI DE LA RÉFORME DEMEURE LE PRE-
MIER PARTI D'ESTONIE**

Le Parti de la réforme est au pouvoir en Estonie depuis 2005. Il aime à se donner l'image d'un parti compétent qui gère au mieux le pays. Il peut pour cela s'appuyer sur les indicateurs économiques : la croissance s'élève à 2,7% (2% prévus en 2015) ; la dette publique s'établit à 10,4% du PIB (la plus faible de la zone euro - 96% en moyenne - et 85,4% dans l'Union européenne) et le déficit public est négatif (- 0,1% pour 3,3% en moyenne des Vingt-huit). Enfin, le chômage touche 6,9% de la population active.

Les finances publiques sont donc gérées avec prudence et le climat des affaires, très favorable, s'est encore renforcé après l'adoption de l'euro le 1er janvier 2011. En 2015, Tallinn a été classé 8e (2e pays européen après la Suisse et 1er pays de l'Union

européenne) de l'Index de la liberté économique réalisé chaque année par le *Wall Street Journal* et Heritage Foundation. L'Estonie, classée 11e l'an passé, a amélioré ses performances en réduisant la corruption et en protégeant mieux la liberté du travail et des entreprises.

Le pays est très présent dans les secteurs à forte valeur ajoutée (électronique et services informatiques). Il reste cependant très dépendant de la demande extérieure, notamment européenne. En 2012, l'Estonie avait le deuxième taux d'ouverture des Vingt-huit (92% du PIB) derrière la Slovaquie (93%).

Le budget de 2015 a été voté le 10 décembre dernier. Le déficit s'élève à 101 million € (73 millions l'année passée). Il devait permettre d'augmenter les dépenses de défense et de réduire légèrement l'impôt sur le revenu avant les élections législatives du 1er mars.

Le Parti de la réforme veut bâtir « *une Estonie nordique et libérale* ». « *Nous voulons que l'Estonie soit reconnue comme un pays nordique. Un pays avec un niveau de vie et de sécurité nordiques et guidant le monde, un pays n°1 en matière de libertés individuelles et de sécurité économique* » a déclaré le 17 janvier le Premier ministre Taavi Roivas. Ce nouveau projet national vient après ceux d'Estonie sur la révolution numérique du pays (l'Estonie est la nation la plus numérisée de la planète [1]) et celui qu'avait tenu le précédent Premier ministre Andrus Ansip qui avait promis de faire de l'Estonie l'une des nations les plus riches au monde dans les 15 prochaines années.

Libéral, le Parti de la réforme a désormais une touche sociale plus grande. Parmi ses principales propositions, on trouve la baisse de 2% des charges sociales, la hausse de 300 € du revenu exonéré d'impôt et l'allocation d'une prime de 300 € pour le troisième enfant. L'allocation versée pour les premier et deuxième enfants a été augmentée de 45 € mensuels au 1er janvier. Celle du troisième enfant s'élève à 100 €. Le Parti de la réforme affirme que cette mesure coûtera 70 millions € et bénéficiera à 17 000 familles.

Le projet pose néanmoins quelques questions. Ainsi, une famille de trois enfants pourra toucher 390 € mensuels d'allocations (non imposables), soit plus que

le salaire minimum (355 € mensuels).

Le Parti de la réforme, qui a auparavant gouverné avec l'Union pour la patrie-Res Publica et dirige actuellement le pays avec le Parti social-démocrate, refuse toute alliance avec le Parti du centre qu'il juge favorable au Kremlin. « *L'idéologie du parti en matière de sécurité n'évoluera jamais tant que Edgar Savisaar présidera le Parti du centre. Le parti ne deviendra pas pro-Estonie et ne partagera jamais nos valeurs* » a indiqué le Premier ministre Taavi Roivas..

LE PARTI DU CENTRE A-T-IL LAISSÉ PASSER SA CHANCE ?

Le Parti du centre a choisi de se rassembler derrière son dirigeant Edgar Savisaar (il est à la tête du parti depuis 1991), un choix qui le condamne sans doute à 4 nouvelles années dans l'opposition puisque tous les autres partis excluent de s'allier avec le leader centriste. Les centristes ont préféré Edgar Savisaar à Kadri Simson, chef du groupe au *Riigikogu*, pour conduire leur campagne électorale lors d'un vote le 13 octobre.

Dans ce contexte, le parti peut donc aisément faire toutes les promesses qu'il veut sachant qu'il ne devrait pas avoir à les honorer. Il demande une augmentation du salaire minimum à 1 000 € dès cette année. Selon lui, cette mesure, dont le financement demeure inconnu, permettrait de lutter contre l'émigration (en hausse continue depuis la fin des années 2000) dont il a fait avec l'emploi et le niveau de vie l'un des trois enjeux principaux des élections.

Edgar Savisaar pense que l'application de son programme ferait croître l'économie estonienne deux à trois fois plus vite que la moyenne européenne. Il veut également réduire l'impôt sur le revenu (dont il souhaiterait rétablir la progressivité, son taux est de 21%) et plus largement restructurer la fiscalité, développer le secteur de la santé et développer encore les exportations. Pour son dirigeant, le Parti du centre dispose de 3 atouts : la gratuité des transports publics, une mesure qu'il a mise en place à Tallinn et « que tout le monde jugeait impossible à faire et annonciatrice de catastrophes » ; la construction de logements municipaux et la création d'emplois. « *Alors que tout*

1. Depuis le 1er décembre dernier, le gouvernement estonien propose ainsi à toute personne étrangère qui le souhaite de devenir e-résidente afin de profiter des milliers de services en ligne qu'utilisent déjà les Estoniens.

le monde nous disait que seul le marché pouvait créer des emplois, à Tallinn, nous avons créé des emplois et maintenu l'attractivité de la ville et la population continue de croître » a indiqué Edgar Savisaar.

Edgar Savisaar reproche au Parti de la réforme de se focaliser sur la sécurité plutôt que sur la vie des Estoniens. Le dirigeant centriste, à qui l'on reproche ses positions pro-russes, estime qu'il existe un consensus sur le sujet de la défense nationale et que cette question ne peut donc constituer un enjeu des élections.

LES AUTRES PARTIS

Le dirigeant social-démocrate Sven Mikser a beau affirmer qu'il ne faut pas avoir peur d'Edgar Savisaar, il refuse toute coopération avec le Parti du centre. « *Il y a eu un court moment un espoir que le Parti du centre puisse devenir un partenaire de coalition lorsque Kadri Simson et Juri Ratas ont tenté de remplacer Edgar Savisaar à la tête du parti mais cet espoir a disparu aussi vite qu'il est apparu* » a déclaré début janvier le dirigeant social-démocrate qui répète que « *les problèmes du Parti du centre viennent avant tout de son dirigeant actuel* ». Les sociaux-démocrates sont également opposés à toute alliance avec l'Union pour la patrie-Res Publica.

La situation économique et sociale constitue pour Sven Mikser le véritable enjeu des élections. Selon lui, les Estoniens sont favorables au développement d'une politique plus sociale comme le prouve le fait que l'Union pour la patrie-Res Publica soutienne désormais la progressivité de l'impôt sur le revenu progressif et que le Parti de la réforme chante les louanges des allocations familiales.

Le Parti social-démocrate propose d'augmenter le salaire minimum, à 800 € en 4 ans. Il pense compenser cette mesure auprès des entreprises par une baisse de trois points (de 33% à 30%) des charges sociales pour les sociétés situées en dehors de Tallinn (le salaire minimum est surtout répandu dans les régions rurales du pays). Si le projet pourrait être bénéfique, les économistes pensent qu'il bénéficierait aux plus petits salaires au détriment de ceux qui gagnent un

peu plus. En outre, si le gouvernement peut modifier les impôts, il ne peut faire de même unilatéralement pour les salaires : le salaire minimum fait l'objet d'une négociation entre le gouvernement, les syndicats et les organisations patronales.

Pour l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL) dont le slogan pour la campagne électorale est « *Un meilleur système fiscal, une meilleure éducation, un meilleur emploi, un meilleur salaire* », la sécurité économique constitue le premier enjeu de la campagne électorale, suivi par l'amélioration de niveau de vie des travailleurs. Le parti propose d'exonérer d'impôt sur le revenu les personnes gagnant moins de 500 € mensuels, une mesure qu'il chiffre à 120 millions €. Ce chiffre est contesté par le Parti de la réforme qui l'évalue au double, 250 millions €. L'Union pour la patrie-Res Publica ne propose pas de financement convaincant de son projet. Les économistes se montrent sceptiques quant aux avantages de la mesure et affirme que l'Estonien moyen en profitera peu : la personne percevant un salaire médian devrait gagner 33 € supplémentaires. Selon eux, le plafond des gains que l'on peut attendre de la proposition s'élève à 72 €.

L'ancien Premier ministre (2003-2005) Juhan Parts a été désigné à l'unanimité candidat de l'Union pour la patrie-Res Publica au poste de Premier ministre. Le parti parie sur de nouvelles personnalités pour les élections. Ainsi, le journaliste Anvar Samost, l'animateur de la chaîne de télévision ETV Maire Aunaste et l'ancien directeur général des services de sécurité intérieure Raivo Aeg ont rejoint l'Union pour la patrie-Res Publica, le dernier en raison de la guerre en Ukraine et de l'importance de l'enjeu sécuritaire.

L'ensemble des partis présentent également de nouveaux visages pour le scrutin : les anciens chefs d'état major Ants Laaenots et Johannes Kert, l'économiste Maris Lauri et le chef de la station de musique Raadio2 Heidy Purga se présentent sur les listes du Parti de la réforme ; Mihkel Raud, musicien et animateur de télévision, et Silver Meikar, ancien député du Parti de la réforme (1997-2012) qu'il a quitté après avoir été mis en cause dans un scandale, sur celles du Parti social-démocrate.

Le Parti populaire conservateur (EKRE), issu de la fusion en 2012 de l'Union du peuple et du Mouvement patriotique, dirigé par Mart Helme et actuellement non représenté au parlement, a fait de la lutte contre l'émigration l'un de ses chevaux de bataille. Il promet de mettre en place une agence de « remigration » nationale qui permettra aux Estoniens qui ont quitté le pays de revenir : l'agence les aidera à trouver un travail, poursuivre leur formation et trouver un logement.

Les Verts, conduits par Aleksander Laane, promettent de sortir 100 000 personnes de la pauvreté, de réduire l'émigration et d'accroître la natalité. Le sujet est sensible dans un pays qui a perdu 3 600 habitants en 2014 (la République balte compte 1 312 300 habitants).

LE SYSTÈME POLITIQUE ESTONIEN

Le *Riigikogu*, chambre unique du Parlement, compte 101 membres, élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel au sein de 12 circonscriptions plurinominales comprenant au minimum 6 sièges et au maximum 13. Le mode de scrutin est proportionnel et les électeurs peuvent choisir l'ordre des candidats sur leur bulletin de vote.

Pour la répartition des sièges, un quotient est établi pour chaque circonscription en divisant le nombre de suffrages valides par le nombre d'élus alloués à la circonscription. Tout candidat qui obtient un nombre de suffrages supérieur à ce quotient est déclaré élu. Les sièges non attribués au niveau de la circonscription et appelés mandats de compensation sont répartis selon la méthode d'Hondt modifiée entre les partis dont les candidats ont obtenu au moins 5% du total national des suffrages exprimés.

Les candidats peuvent se présenter sous l'étiquette d'un parti politique ou avec le soutien des électeurs. Pour être candidat, chaque personne doit être âgée d'au moins 21 ans et effectuer un dépôt de 355 € (soit l'équivalent du salaire minimum mensuel dans le pays), qui lui seront rendus si elle obtient un nombre de voix égal à la moitié du quotient de sa circonscription ou encore si le parti auquel elle appartient recueille au moins 5% des votes au niveau national.

Le système partisan estonien est proche de celui des

pays nordiques. Il se divise en quatre courants d'à peu près égale importance : les conservateurs, les libéraux, les sociaux-démocrates et les agrariens. Le pays est l'un des rares Etats membres de l'Union européenne à ne pas posséder de parti d'extrême droite ou d'extrême gauche d'importance.

4 partis politiques sont actuellement représentés au *Riigikogu* :

- le Parti de la réforme (ER), du Premier ministre Taavi Roivas nommé à la tête du gouvernement il y a moins d'un an (26 mars 2014). Fondé en 1994 par l'ancien président de la Banque centrale d'Estonie et ancien Premier ministre (2002-2005) Siim Kallas à partir de 2 partis (le Parti de la réforme, issu de la scission de la Coalition nationale pour la patrie, et le Parti libéral-démocrate). Il compte 33 députés ;
- le Parti du centre (K), principal parti d'opposition, créé en 1991 et dirigé par l'actuel maire de Tallinn et ancien Premier ministre (1991-1992), Edgar Savisaar. Situé à gauche sur l'échiquier politique, le parti, très populaire parmi la minorité russophone, possède 26 sièges ;
- l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL), alliance de deux partis conservateurs (Union pour la patrie et Res Publica) fondée le 4 juin 2006 et dirigée par Urmas Reinsalu, compte 23 députés ;
- le Parti social-démocrate (SDE), ancien Parti populaire des modérés (M) créé en 1990 et parti de l'actuel président de la République Toomas Hendrik Ilves. Dirigé depuis le 16 octobre 2010 par le ministre de la Défense sortant, Sven Misker, il possède 19 sièges.

En Estonie, le président de la République est élu pour 5 ans au suffrage indirect, soit par le parlement, soit (si les députés ne parviennent pas à s'entendre sur un nom) par un collège électoral qui rassemble les 101 membres du Parlement et les représentants des conseils municipaux. Toomas Hendrik Ilves a été réélu pour un 2^{ème} mandat à la tête de l'Etat le 29 août 2011 dès le 1^{er} tour de scrutin au *Riigikogu*. Il est le premier président d'Estonie à avoir été élu par le parlement depuis 1996, année où a été mis en place le système actuel de désignation du chef de l'Etat en Estonie.

Rappel des résultats des élections législatives du 6 mars 2011 en Estonie

Participation : 63,50%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti de la réforme (ER)	164 255	28,60	33
Parti du centre (K)	134 124	23,30	26
Union pour la patrie-Res Publica (IRL)	118 023	20,50	23
Parti social-démocrate (SDE)	98 307	17,10	19
Verts	21 824	3,80	0
Union du peuple	12 184	2,10	0
Parti russe d'Estonie	5 029	0,90	0
Parti chrétien-démocrate	2 934	0,50	0
Parti de l'indépendance	2 571	0,40	0
Indépendants	15 882	2,80	0

Source : Commission électorale estonienne (http://www.vvk.ee/varasemad/rk2011/election_result.html)

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut TNS Emor pour le quotidien *Postimees*, le Parti de la réforme arriverait en tête des élections législatives le 1^{er} mars. Avec 25% des suffrages, il devancerait le Parti du centre, qui en recueillerait 22%. Le Parti social-démocrate obtiendrait 18% et l'Union pour la patrie-Res Publica 15%. Selon l'institut d'opinion, les trois quarts des russophones (72%) votent pour le Parti du centre, un soutien en baisse ces dernières années. Un peu moins d'un quart d'entre eux (22%) choisissent le Parti social-démocrate.

« Les Estoniens qui estiment avoir réussi votent pour le Parti de la réforme ; ceux qui se sentent surtout patriotes pour l'Union pour la patrie-Res Publica ; ceux qui sont sensibilisés par la situation socioéconomique

de la société pour le Parti social-démocrate et enfin ceux qui se sentent défavorisés votent pour le Parti du centre » a expliqué Eiki Nestor (SDE), président du parlement, dans le quotidien *Postimees*.

Le Parti populaire conservateur (EKRE) est crédité de 5% des voix et le nouveau Parti libre d'Estonie, créé le 20 septembre dernier et présidé par l'ancien membre de l'Union pour la patrie-Res Publica Andres Herkel, de 8%. Un nombre de partis plus important qu'habituellement pourraient donc franchir le seuil de 5% du total national des suffrages exprimés et entrer au parlement. Ce résultat pourrait bouleverser l'équilibre actuel. Au point d'empêcher la reconduction de la coalition qui rassemble le Parti de la réforme et le Parti social-démocrate ?

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.